ZONE N

Elle recouvre les espaces naturels et forestiers, ou qui doivent être protégés en raison de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages ou de leur intérêt écologique.

La zone N comporte les secteurs:

- Nc d'exploitation des richesses du sous-sol
- Nd où sont autorisées certaines activités
- Ngl et Ngu réservées à certaines activités de loisirs
- Nu aménageable sous conditions.

Rappels

- L'ÉDIFICATION DES CLÔTURES

autres que celles liées à des activités agricoles est subordonnée à déclaration préalable prévue à l'article L.441-2 du code de l'urbanisme.

- LES INSTALLATIONS ET TRAVAUX DIVERS

lorsqu'ils sont admis, sont soumis à l'autorisation prévue à l'article L.442-1 du code de l'urbanisme.

- LES ESPACES BOISÉS CLASSÉS

figurant au plan sont soumis aux dispositions de l'article L.130-1 du code de l'urbanisme.

- LES DÉFRICHEMENTS

sont soumis à autorisation dans les espaces boisés non classés, en application de l'article L.311-3 du code forestier et interdits dans les espaces boisés classés en application L.130-1 du code de l'urbanisme.

- LES COUPES ET ABATTAGES D'ARBRES

sont soumis à autorisation dans les espaces boisés classés figurant au plan, en application de l'article L.130-1 du code de l'urbanisme.

- DANS LA ZONE GRISÉE FIGURANT SUR LE PLAN

les occupations et utilisations du sol doivent être compatibles avec les contraintes de la zone inondable ou humide.

Article N 1

Occupations et utilisations du sol interdites

- toutes les occupations et utilisations du sol qui ne sont pas mentionnées à l'article 2.

Article N 2

Occupations et utilisations du sol admises sous conditions

- les ouvrages techniques et installations de type château d'eau, téléphonie mobile ..., sous réserve qu'ils soient compatibles avec le caractère de la zone et nécessaires au fonctionnement des services d'intérêt général
- les aires de stationnement strictement liées aux occupations et utilisations du sol admises
- l'amélioration, l'aménagement, l'extension limitée des constructions existantes. Cette extension ou cet aménagement ne devra pas conduire à la création de plus de un logement supplémentaire
- les dépendances autres qu'agricoles d'une superficie inférieure à 20 m², à condition que :
 - elles soient implantées sur une unité foncière déjà bâtie,
 - et à 20 mètres maximum de la limite de zone.
- la restauration du patrimoine archéologique et historique
- le camping et le caravaning
- les abris de randonnée ouverts au public
- les abris de pêche à raison d'un par étang et dans le respect des articles 9 et 10
- les affouillements et exhaussements du sol liés à une occupation ou utilisation du sol admise
- dans l'emprise de la zone grisée sur le document graphique, ne sont admis que :
 - les travaux ou installations d'intérêt général strictement nécessaires, et compatibles avec les contraintes de la zone inondable ou humide
 - la desserte des activités ou des constructions existantes ou autorisées
 - la reconstruction après sinistre sous réserve d'être compatible avec les contraintes de la zone.
- dans le secteur Nc, ne sont admises que les activités, constructions et installations classées liées à l'exploitation des carrières, de même que les constructions d'habitation à usage de gardiennage
- dans le secteur Nd, ne sont admis que les installations, travaux, constructions et activités liés à l'exploitation de la déchetterie, dans les conditions des articles 11 et 13
- dans le secteur Ngl, ne sont admis que les installations, travaux et activités liés à l'exploitation du golf, dans les conditions des articles 11 et 13,

- dans le secteur Ngu, sont admises les constructions liées et nécessaires à l'exploitation de activités de golf,
- dans le secteur Nu, ne sont admises que les constructions d'habitation et leurs dépendances.

Article N 3

Accès et voirie

1. Accès

1. Le permis de construire peut être refusé si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu notamment de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

2. Est interdite l'ouverture de toute voie privée non destinée à desservir une occupation ou utilisation du sol existante ou autorisée.

3. Les sentiers piétonniers repérés sur les document graphiques doivent être conservés ou remplacés par un itinéraire équivalent, le cas échéant.

2. Voirie ouverte à la circulation publique

Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir.

Article N 4

Desserte par les réseaux

1. Eau

Toute construction qui requiert une alimentation en eau potable doit être raccordée au réseau public.

2. Assainissement

– EAUX USÉES

Toute construction doit être raccordée au réseau public d'assainissement; tous les ouvrages nécessaires pour amener les eaux usées au réseau public sont à la charge exclusive du propriétaire de la construction.

En l'absence de réseau, un dispositif d'assainissement autonome conforme à l'étude d'aptitude des sols doit être réalisé.

– EAUX PLUVIALES

Les aménagements réalisés sur le terrain doivent garantir l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collecteur quand il existe.

En l'absence de réseau, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux sont à la charge exclusive du propriétaire qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain.

Dans les secteurs Nc et Nd, les ruissellements sur les emprises d'activités ou d'évolution des véhicules doivent être collectés et traités avant rejet dans le milieu naturel s'ils risquent de présenter un danger pour l'environnement.

Article N 5

Caractéristiques des terrains

Pas de prescription particulière

Article N 6

Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

1. Dans le secteur Nu, les reculs inscrits sur le document graphique devront être respectés.
2. Dans le reste de la zone, les constructions doivent s'implanter à une distance au moins égale à :
 - 15 m des voies départementales
 - 10 m des autres voies.
3. Toutefois, les installations d'intérêt général et les équipements publics peuvent s'implanter à des distances inférieures à celles fixées par l'alinéa 2.
3. En outre, l'aménagement et l'extension des constructions existantes déjà implantées à des distances inférieures à celles de l'alinéa 2 sont autorisées.

Article N 7

Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

La distance horizontale de tout point d'un bâtiment au point le plus proche des limites séparatives doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces

deux points, sans pouvoir être inférieure à quatre mètres ($H/2$, minimum quatre mètres).

Article N 8

Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

Pas de prescription particulière

Article N 9

Emprise au sol

1. Les abris de randonnée ne pourront excéder trente mètres carrés d'emprise au sol.

1. Les abris de pêche ne pourront excéder vingt mètres carrés d'emprise au sol.

Article N 10

Hauteur maximale des constructions

1. La hauteur prise en compte est la distance entre le point le plus bas défini comme le sol existant, et l'égout du toit de la construction ou son acrotère.

La hauteur ne pourra excéder :

- pour toute construction à usage d'habitation : rez de chaussée + un niveau,
- pour toute construction à usage d'activités : dix mètres.

2. Toutefois, l'extension de bâtiments dépassant déjà la hauteur limite est autorisée dans le prolongement du bâtiment.

3. Les abris de randonnée ou de pêche ne pourront excéder trois mètres de hauteur.

Article N 11

Aspect extérieur des constructions

1. Les constructions de quelque nature que ce soit doivent présenter un aspect compatible avec le caractère et l'intérêt des lieux avoisinants, du site et du paysage, notamment dans les secteurs Nu, Nd et Ngu.

2. Les supports de réseaux divers (transport d'énergie, télécommunications, ...) auront une teinte qui s'harmonisera avec les couleurs du paysage environnant.

Article N 12

Stationnement

1. Le stationnement des véhicules correspondant au besoins des constructions et installations devra être assuré en dehors des voies publiques et sera aménagé de façon à préserver le caractère naturel de la zone.

2. Les aires de stationnement en plein air seront limitées à un minimum d'emprise, aménagées avec un soin particulier. Elles seront fractionnées par groupe de cinquante places maximum, séparées entre elles par des plantations d'arbres et d'arbustes.

Article N 13

Espaces libres et plantations

Les constructions et installations feront l'objet de plantations et d'aménagements respectant le caractère naturel de la zone, notamment dans le secteur Nu.
Dans ce secteur, un boisement sera maintenu en lisière du site.

Article N 14

Coefficient d'occupation du sol

Dans le secteur Nu, le COS est fixé à 0,05.